

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
20, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

La campagne de la « New Europe »

La revue britannique « The New Europe » vient de déclencher une campagne incompréhensible contre le gouvernement actuel du Royaume de Serbie. Dans deux de ses derniers numéros, des 22 et 29 août, elle n'a pas publié moins de trois articles véhéments contre M. Pachitch et son ministère, composé, actuellement, uniquement des membres du parti radical. Deux de ces articles émanent de la rédaction même de la « New Europe », tandis que le troisième est signé par « un groupe de Serbes » qui n'ont pas voulu donner leurs noms, mais que la « New Europe » a couvert par son assurance formelle qu'il s'agit de personnages « inspirant du respect et de la confiance ».

Nous ne voulons pas entrer dans l'examen des questions d'ordre intérieur soulevées par la « New Europe », notre journal étant consacré uniquement et entièrement à la défense de l'indépendance et de la liberté des Serbo-Croates et Slovènes et à la réalisation de la mission nationale de la Serbie.

La seule chose que nous tenons pourtant à constater, à propos des critiques et des menaces de la « New Europe », pour autant qu'elles concernent les affaires intérieures serbes, c'est qu'heureusement l'organisme étatique de la Serbie est resté intact, malgré l'occupation du pays, et que, par conséquent, toutes les questions intérieures contestées et disputées, si difficiles qu'elles soient, peuvent trouver leur solution dans les formes prévues par les lois et la constitution serbes. L'appel lancé par la « New Europe » en faveur d'une ingérence des Alliés dans les affaires intérieures serbes est donc plus que déplacé et il ne sera sûrement suivi nulle part. Les démocraties occidentales n'ont pas l'habitude de toucher à l'indépendance extérieure et intérieure de leurs alliés petits et grands. Il appartient donc aux trois facteurs constitutionnels de la Serbie, le roi (Prince-Régent), le gouvernement et le parlement, de déterminer la politique serbe et c'est à eux de trouver par les moyens constitutionnels et dans les formes prévues par les usages du parlementarisme, des solutions pour toute question controversée. La rédaction de la « New Europe » n'aurait pas dû perdre de vue que la Serbie est un Etat indépendant qui n'admet pas l'ingérence étrangère dans ses propres affaires. Si la « New Europe » se fait une autre idée de la Serbie, elle se trompe grossièrement.

Mais si nous ne parlons pas des critiques de la « New Europe » concernant les questions d'ordre intérieur, nous ne pouvons passer sous silence l'autre partie des articles de la « New Europe » qui a trait à la politique extérieure de la Serbie. C'est là que réside l'essence de toute la campagne de la « New Europe » et c'est ce qui nous oblige à faire les réserves les plus formelles au sujet des affirmations plutôt gratuites contenues dans ces articles. Deux de ces affirmations sont des plus grotesques : la première se rapporte à un prétendu « choix » devant lequel la Serbie se trouve placée par suite de sa politique, et la seconde a trait à l'application du manifeste de Corfou. Or, la Serbie n'a rien à choisir et elle n'a non plus jamais tergiversé dans sa politique nationale. Depuis le premier coup de canon, en 1914, la Serbie a proclamé son programme national et c'est à ce programme qu'elle a sacrifié plus d'un quart de sa population. La Serbie lutte pour la délivrance de ses frères serbes, elle lutte aussi pour la délivrance des Croates et Slovènes, et tous ses efforts sont tendus vers ce but élevé : réunir tous les Serbes, Croates et Slovènes dans un royaume indépendant serbo-croate et slovène, libre de toute domination et de toute influence étrangère. La Serbie remplit fidèlement la mission qui lui est confiée par le destin lui-même et elle a préféré accepter la lutte inégale avec une grande puissance que de se plier devant l'ordre de Vienne de renoncer à son

indépendance et à toute velléité d'une union avec ses frères d'Autriche-Hongrie. L'article de la « New Europe » est un égarement déplorable, un geste contraire aux réalités historiques et nationales, un coup d'épée dans l'eau. La politique de la Serbie n'est pas à faire, elle existe depuis longtemps, claire, précise, pleine d'abnégation et de sacrifice mais resplendissante de foi et de confiance dans la victoire du droit et de la justice. Les tombeaux glorieux d'un million de Serbes ont bien marqué la trace de la politique serbe, et il faut être aveugle pour pouvoir parler aujourd'hui d'un « choix » !

La « New Europe » reproche en outre au gouvernement de Serbie de ne pas pratiquer la politique de la Déclaration de Corlou mais de viser plutôt des buts égoïstes et étroits. Et les preuves ? La « New Europe » ne les fournit pas, pour la raison très simple que ces preuves n'existent pas. La Serbie est bien consciente de son devoir envers les Serbo-Croates et Slovènes et elle serait indigne des victimes tombées, si elle suivait le conseil de la « New Europe » d'immerger, avant l'accomplissement de sa mission historique, le Piémont martyr dans l'Italie inachevée.

Quant à l'article signé par « un groupe de Serbes » il contient des choses que l'on n'est pas habitué à voir exprimées par des Serbes. Les signataires de cet article s'adressent en effet aux gouvernements alliés en leur demandant d'intervenir dans les affaires intérieures serbes et de prendre position en faveur des partis d'opposition et contre le gouvernement actuel. Pour excuser une telle démarche insolite, ils déclarent « qu'en temps normal l'opposition aurait recommandé au peuple de ne pas payer les impôts et qu'elle aurait forcé le gouvernement de faire appel aux électeurs. Dans les circonstances actuelles, elle ne peut que s'adresser aux gouvernements alliés ». Or, cette manière de voir est plus que surprenante. Dans d'autres pays alliés, il existe aussi une opposition, même une opposition qui n'approuve même pas la politique générale suivie par les gouvernements et pourtant personne dans ces pays n'a eu l'idée de combattre le gouvernement par des moyens aussi bizarres que ceux-ci employés par le « groupe des Serbes » que patronne la « New Europe ».

Ce qui est le plus déplorable, c'est la déclaration imprudente et faite à la légère de ces Serbes anonymes, disant « qu'aujourd'hui il n'existe pas de Serbe ou Yougoslave qui ne considérerait pas que notre devoir moral et notre intérêt national nous commandent de rester jusqu'au bout avec les Alliés, mais si le gouvernement actuel continue à garder le pouvoir, personne ne peut garantir l'avenir ».

Comment la rédaction de la « New Europe » qui assure qu'elle professe pour la Serbie et le peuple serbe « la plus grande admiration et la plus profonde estime » comment a-t-elle pu hospitaliser des lignes si peu dignes de n'importe quel Serbe ! Si dans l'égarement des luttes de partis, il s'est trouvé des politiciens échauffés pour écrire de telles maladrotes, la « New Europe » en amie sincère de la Serbie, aurait dû empêcher la publication de paroles intempestives qu'erronées. Malgré les différences de parti tous les Serbes seront unanimes à désapprouver la déclaration citée qui est contraire à notre idéal national, à tout le passé politique serbe et à l'esprit admirable de sacrifice dont la Serbie a donné tant de preuves brillantes au cours de la guerre actuelle. Et la moralité politique aurait exigé que les auteurs anonymes de l'article en question signent de leur noms une manifestation qui est en contraste flagrant avec les déclarations formelles des chefs mêmes d'oppositions faites au Parlement et hors de Parlement. (Voir le discours du député Drachkovitch dans la Skoupchtina publié par « La Serbie » du 18 mai et la lettre du député Marincovitch dans le « Times » du 5 août). L. M.

Comment les Magyars se figurent la démocratie

La « Revue de Hongrie » du 15 juillet - 15 août 1918 parlant de la démocratie en Allemagne, la caractérise en ces termes :

« A notre avis, en mettant à part la Russie, c'est en Allemagne qu'est le foyer le plus vivant de l'idée démocratique. Cette affirmation paraîtra paradoxale aux esprits superficiels qui jugent de tout d'après la forme extérieure et qui ne veulent pas se donner la peine de regarder au fond des choses. Nous la maintenons cependant. En effet, le mouvement démocratique allemand a jailli de la conscience nationale, sous le choc de la guerre, avec une spontanéité révolutionnaire. Il a triomphé des plus vives résistances intérieures.

« L'essor de l'idée démocratique en Allemagne n'apparaîtra dans toute sa puissance qu'après la guerre. On est en droit d'espérer que, une fois disparues les prétendues nécessités de guerre dont les gouvernements des puissances occidentales se prévalent pour tenir en échec les libertés publiques, le sentiment de la souveraineté populaire se recueillera dans ces peuples et qu'ils éprouveront le besoin de demander des comptes à ceux qui ont abusé du blanc-seing de la nation pour prolonger inutilement la guerre.

« Le monde en s'inclinant devant la véritable démocratie, saura la distinguer de ce qui n'en est que la contrefaçon. Trop longtemps on a abusé du nom de démocratie pour en décorer des régimes politiques où règne, sous cette

fausse enseigne, la dictature d'un parti ou une dictature parlementaire. Le peuple allemand n'éprouve aucune tentation de reproduire chez lui pareille caricature de la liberté et de la souveraineté populaire. Pour s'en préserver, il faudra qu'il donne une forme de vie nouvelle au principe démocratique. Le règne de la majorité n'est pas tout, en effet ; ce n'est même qu'une garantie illusoire ; car un tyran, qu'il soit prince ou avocat, saura toujours se servir des pleins pouvoirs que lui aura conférés une majorité moutonnaire, pour gouverner contre les intentions du peuple. Le peuple allemand devra veiller à ce que l'Etat populaire soit dirigé par les meilleurs et les plus capables, et non par ceux qui ont le plus de rouerie et de faconde. Il comparera les grands et précieux enseignements de son histoire avec les déplorables expériences des Etats occidentaux et de la Russie et saura tirer de son propre fonds les formes politiques qui seront l'expression sincère du principe démocratique, formes que les autres grands peuples n'ont pas su trouver. »

Ce que, dans le monde civilisé, est appelé l'oligarchie, c'est-à-dire le gouvernement où le pouvoir est dans les mains de quelques puissants tels que Tisza, Wekerlé, Andrassy, Apponyi, etc., les Magyars-Allemands le considèrent comme la démocratie véritable. Le régime de la souveraineté nationale qui existe dans les démocraties de l'Occident, c'est, pour les Magyars, la contrefaçon de la démocratie !

La question d'Autriche-Hongrie :

Les utopies de M. William Martin

Dans son article du 16 août intitulé : « La nation tchèque », M. W. Martin, rédacteur politique du « Journal de Genève », expose sa conception de la réforme de l'Etat austro-hongrois. « La solution du problème autrichien comme du problème russe la plus favorable à la fois aux peuples et à l'Europe est le fédéralisme. Tous les Alliés et même leurs publicistes les plus hostiles à l'Autriche-Hongrie en conviennent mais ils croient que pour réaliser l'union des peuples de la Monarchie il faut détruire tout d'abord la Monarchie elle-même. Quant à nous il nous paraîtrait plus simple, plus logique, plus sûr et plus court de s'appuyer sur l'homme de l'empire qui est le plus grand partisan du fédéralisme, sur l'empereur ».

M. Martin oublie que dans leur conception du problème austro-hongrois, les Alliés et leurs publicistes partent de deux principes : celui de la liberté, qui se traduit par la reconnaissance du droit des peuples de disposer de leur sort, et celui de la justice qui s'exprime par la devise : pas de négociations possibles avec l'ennemi avant la victoire. On ne négocie pas avec le coupable mais on le juge et on le condamne. Pour les Alliés l'Autriche est coupable aussi bien que l'Allemagne. Aussi le fait qui paraît si simple, si logique, si sûr et si court, à M. Martin, qui, en homme pratique par excellence, préconise une politique de marchandage — ne paraît l'être autant aux Alliés et à leurs publicistes. Ceux-ci préfèrent s'appuyer sur leur principes que sur l'empereur, fût-il comme le prétend M. Martin, le plus grand partisan du fédéralisme.

M. Martin, lui, paraît être un peu en retard avec ses principes. En vérité, il en est encore à ceux qui avaient cours au XV^e siècle. Il prétend même que les Alliés luttent pour l'équilibre européen ! Quant au principe de nationalité qui est un principe moderne,

M. Martin n'en tient guère compte, sinon il n'aurait pu s'exprimer dans le même article au sujet de la nation tchèque, comme suit : « Mais, objectera-t-on ; vous oubliez en tout ceci, les intérêts et les droits des Tchèques ? Nullement, ils nous tiennent à cœur. Mais les peuples si vaillants qu'ils soient ne peuvent rien contre la géographie ». C'est là non seulement la négation du principe de nationalité, mais encore de celui de la liberté et de l'indépendance des peuples en général, la négation des principes sur lesquels est basée l'existence de la Suisse elle-même. Si Guillaume Tell et les héros du Grütli se faisaient de la liberté l'idée que se fait M. Martin, la Suisse aurait le même régime dont jouit l'infortunée Bohême. Heureusement, ils se trouvaient en Suisse des hommes qui ne se résignaient pas à accepter d'emblée les raisons « géographiques ».

Le fédéralisme autrichien dont M. Martin fait un si grand cas est une pure utopie puisque tout dans la double Monarchie conspire contre lui. Il n'y a guère de facteur politique de quelque importance, excepté l'empereur — et encore — qui ne s'y oppose. Or, l'essence même du fédéralisme c'est le consentement des confédérés. Cependant tous les peuples de l'Autriche-Hongrie, aussi bien les peuples opprimés que les peuples privilégiés, combattent de toute leur force, l'idée même de la réforme fédéraliste ; aucun d'eux n'y trouvant son compte.

Ce sont d'abord les Allemands d'Autriche, les mêmes qui autrefois avaient empêché le premier essai de conciliation des nationalités en renversant le ministère Badeni en 1897¹. Leur Conseil populaire, vienne de voter une protestation contre la réforme fédéraliste en vuc.

En second lieu viennent les Magyars, comme

¹ Le compte Badeni décréta les ordonnances du 5 avril 1897 sur la parité des langues en Bohême et en Moravie.

M. Martin le reconnut lui-même dans son article du 12 août sur « La réforme de l'Autriche-Hongrie ». En troisième lieu les nationalités opprimées : les Tchéco-Slovaques, les Serbo-Croates et Slovènes, les Italiens, les Roumains et les Polonais. M. Martin ne devrait pas ignorer les résolutions de Prague, de Zagreb, de Loubliana ; ni le discours du député yougoslave Tressitch Pavitchitch prononcé au Parlement autrichien le 22 février 1916, et celui du député tchèque Dr Stransky prononcé au même endroit le 22 juillet 1918. Ce ne sont pas là « quelques émigrés » mais bien les chefs et les représentants les plus autorisés des peuples qui ont plaidé pour la séparation de ces peuples de l'Etat austro-hongrois, et cela en plein Parlement autrichien. Il ne peut donc exister aucun doute sur la volonté des peuples de la Monarchie de se séparer de celle-ci pour se constituer en Etats libres et indépendants. D'ailleurs ce désir de séparation est prouvé par toutes les résolutions des congrès plus haut mentionnés où les organisations entières des peuples ont manifesté hautement et clairement leur volonté. Les sophismes et les paradoxes de M. Martin ne peuvent rien contre ces faits. Voici l'un des plus évidents : « Les Tchéco-Slovaques se battent en Russie pour restaurer un contrepoids oriental à la puissance allemande ; il serait vraiment paradoxal que leur effort aboutisse à priver l'Europe du contrepoids que représente ou que pourrait représenter la Monarchie austro-hongroise. » Donc les Tchéco-Slovaques se battraient en Russie selon M. Martin, contre les Austro-Allemands pour la conservation de l'Autriche-Hongrie !!

Ils devraient donc forger leurs propres chaînes en combattant pour les Alliés. Voilà qui serait en vérité paradoxal !

En traitant la question du fédéralisme autrichien, nous n'avons parlé que des obstacles du domaine intérieur. Mais il faut compter aussi un facteur d'ordre extérieur, c'est-à-dire l'alliance de l'Autriche avec l'Allemagne. La résistance de celle-ci doit aussi entrer en ligne de compte, car quoi qu'en puisse penser M. Martin, l'Allemagne ne se résignera jamais à perdre un allié aussi important en permettant la réorganisation de l'Autriche-Hongrie sur la base d'un fédéralisme égalitaire. Toutes les théories de M. Martin par lesquelles il essaie de suggérer l'idée d'un secret désir de l'Allemagne de voir son alliée ruinée ne peut tenir contre le fait qu'une Autriche vassale de 52 millions serait toujours plus utile à l'Allemagne que ne le serait une Autriche morcelée où la domination ne s'exercerait que sur une partie de la Monarchie.

Voilà esquissés grosso modo les principaux traits de la réforme austro-hongroise. Une Autriche fédéraliste est donc une impossibilité politique et c'est pourquoi il n'est guère d'homme de bonne foi, pas même en Autriche-Hongrie qui croirait encore dans la réalisation de cette réforme. Les protagonistes de cette idée comme l'a justement observé M. Martin se recrutent uniquement dans la partie germanique du pays. Cela suffit pour mettre en garde tout homme sensé contre les projets faits sur commande des théoriciens officiels. Néanmoins M. Martin s'obstine à prêter une oreille complaisante aux projets fédéralistes des Lamachs, des Renners¹, des Redlichs, etc. et il se donne l'air de croire dans la sincérité de leurs théories.

Bon suisse et bon républicain, il chante l'hymne à l'empereur Charles qui selon lui « a eu le grand mérite de comprendre la gravité du problème et d'en entrevoir la formule ». Dans son enthousiasme pour le jeune empereur M. Martin va si loin qu'il n'ésite pas à faire au jeune souverain un mérite d'un geste qui lui fut dicté uniquement par l'instinct de la conservation. C'est ce qu'on appelle faire de nécessité vertu.

Dans son article du 20 août, « l'Allemagne contre l'Autriche », M. Martin s'attendrit sur

le sort du jeune empereur et termine par ces mots : « tandis que Charles I^{er} défend à Spa comme à Strasbourg, l'intégrité de son empire et l'équilibre de l'Europe contre les appétits de l'Allemagne tandis qu'il se fait tuer sur place au fond pour les intérêts des Alliés, il ne reçoit de tous côtés que de grands coups de pied dans le ventre assaisonné d'injures. Ce spectacle est l'un des plus émouvants et des plus tristes de l'histoire lorsqu'on pense aux intérêts engagés et compromis à la guerre prolongée, peut être par entêtement, à ce qu'un Richelieu, un Talleyrand ou un Bismarck auraient pu tirer d'une pareille conjoncture. »

Au moment où Charles I envoie ses troupes combattre les Alliés, M. W. Martin prétend que le jeune empereur « se fait tuer sur place au fond pour les intérêts des Alliés ». Tandis que la France meurtrie saigne sous les coups reçus dans une guerre provoquée par l'Autriche et que les peuples entiers gémissent sous l'oppression de l'Allemagne et de ses alliés, M. Martin, lui, déplore le sort du jeune souverain parce qu'il ne reçoit de tous côtés que de grands coups de pieds dans le ventre assaisonné d'injures. M. Martin en fait un grief aux Alliés d'avoir fait échouer les projets fédéralistes du jeune empereur. « S'ils n'ont pas abouti, dit-il, c'est qu'ils se sont heurtés à deux obstacles insurmontables : l'hostilité des Hongrois et celle des Alliés. L'empereur Charles a espéré que les Alliés accepteraient le fédéralisme comme une formule de conciliation et une solution des questions nationales. Mais ces offres de paix sont parvenues à Paris quinze jours trop tard, et ce léger anachronisme a compromis toute l'œuvre. »

Nous ne partageons pas les regrets de M. Martin à cause de « l'œuvre compromise » car nous ne voyons pas le bien qu'il peut y avoir pour l'humanité à ce que les peuples Slaves et Latins de l'Autriche-Hongrie, peuples aimant la liberté et parfaitement dignes d'elle soient soumis à la domination d'une dynastie étrangère et gouvernés par un souverain vassal lui-même d'un autre autocrate plus puissant que lui. M. Martin lui-même ne dit-il pas de lui : « Certes, quant à la fidélité, Charles I^{er} n'a pas de choix. C'est la fidélité du prisonnier envers son geôlier. »

Comment M. Martin ne se rend-il pas compte alors que le jeune empereur étant lui-même privé de sa liberté ne pourra guère la donner aux autres ?

Le problème austro-hongrois est un nœud Gordien impossible à dénouer, donc, il faut le trancher. M. Wilson s'en chargera, comme le témoigne son discours prononcé sur le tombeau de Washington le 4 juillet 1918.

M.-D. MARINOVITCH.

Le « Times » et la paix avec la Bulgarie

Le Times du 28 août a publié sous le titre : « Ressentiments bulgares », l'article suivant : « Il y a des signes qui indiquent que les Bulgares commencent à douter de la sagesse du parti qu'ils ont pris dans la guerre. Le dernier est la déclaration attribuée par un journal de Budapest à M. Malinoff, le premier ministre bulgare, déclaration que nous avons publiée hier. Nous ne voyons aucune raison de mettre en doute son authenticité substantielle. Les Bulgares sont un peuple essentiellement « pratique ». Ils sont ou bien absolument dépourvus de l'idéalisme si marqué en Serbie et dans la Grèce vénézélienne ou bien ils le subordonnent à des considérations de perte et de gain. Ils ressemblent aux Prussiens qu'ils ont pris pour modèle. Ni la gratitude due à la Russie pour leur libération, ni la mémoire du secours reçu de l'Angleterre dans les moments difficiles ne les empêchent de suivre une politique qu'ils pensaient de nature à leur assurer les plus grands avantages matériels. Mais dernièrement, ils ont eu des ressentiments — non pas certes quant au cynisme de leur entreprise de conquêtes mais en ce qui concerne ses conséquences possibles pour eux-mêmes. Ils se demandent si après tout, ils ont parié sur le gagné. Ce doute commença à se faire sentir à la conférence de « paix » de Bucarest quand ils virent l'Allemagne peut encliner à satisfaire leurs appétits en Dobroudja et la Turquie plus qu'encliner à réclamer le territoire qui leur avait été cédé dans la vallée de la Maritza comme prix de leur trahison à la cause balkanique. Depuis lors il y a eu quelques frottements avec les Turcs et même quelques légers désagréments avec les Allemands. La déclaration de M. Malinoff que « la question de la Maritza n'existe plus pour nous. Elle fut définitivement réglée en 1915 » — et évidemment adressée à Constantinople aussi bien que les allusions à la Dobroudja sont destinées à Berlin. Le spectacle de désaccord entre des camarades si bien assortis que le Prussien, le Bulgare et le Turc n'arrachera pas de larmes aux Alliés. Cela intéresse plus immédiatement le roi Ferdinand qui est en train de soigner son cœur à Mannheim. Cela ne nous affecterait que si cela conduisait les

Bulgares à croire qu'il est possible pour eux de conduire un marchandage avec les Alliés aux dépens de la Serbie et de la Grèce. Les gouvernements alliés ne trahiront pas leurs amis pour payer leurs ennemis. Si les Bulgares désirent échapper au désastre menaçant, ils doivent commencer par renier complètement les hommes et les méthodes qu'ils ont suivis jusqu'à présent et ils doivent donner de telles preuves positives de repentir que leur sincérité soit désormais hors de doute. Ils ont à faire acte de contrition et jusqu'à ce qu'ils l'aient accompli, le camp des Alliés ne les écouterait pas. »

La Tribuna de Rome a publié un article de fond dans le même esprit. Elle établit que le principe pour lequel les Alliés combattent et veulent vaincre et qui doit par conséquent inspirer la paix n'admet aucun marchandage avec les actions impérialistes de la Bulgarie et bien plus que le respect de nos alliés Serbes, Roumains et Grecs rend une telle action doublement impossible.

La propagande yougoslave

— Un livre de Julius Gesztesi —

Zagreb, le 11 août.

C'est, il y a deux mois environ, que nous avons eu à nous occuper pour la première fois du nom de Julius Gesztesi. L'occasion en était un article signé de ce nom, paru dans le périodique slavophobe « Uj Nemzedek » de Budapest et où il était question de la « propagande yougoslave ». Aujourd'hui, M. Gesztesi publie, sous le titre « Le magyarisme dans la guerre mondiale », un livre préfacé par le représentant le plus en vue du chauvinisme vieux-magyar, le comte Albert Apponyi. Dans ce livre, Gesztesi expose qu'une propagande de presse hongroise fait défaut et qu'il est nécessaire d'en créer une, eu égard à l'activité des comités tchéco-slovaques et yougoslaves dans les pays de l'Entente et les pays neutres. Pour inciter ses compatriotes à une action plus énergique, Gesztesi présente deux chapitres d'accusations, dirigés l'un contre les Tchèques, l'autre contre les Slaves du sud ou, comme il dit, les « Yougoslaves ».

Dans le chapitre consacré aux « Yougoslaves », Gesztesi reproduit dans l'essentiel les données qu'il a publiées précédemment dans l'« Uj Nemzedek ». Il indique que l'action de presse yougoslave à l'étranger n'est pas aussi bien organisée ni suivie que l'action tchèque, ce qu'il explique en disant qu'« au premier coup de fusil l'idée yougoslave s'est enlacée avec l'idée grande-serbe et s'est donnée complètement à elle. »

Ainsi, l'idée yougoslave tomba au début de la guerre sous le protectorat de la diplomatie officielle serbe qui fit passer l'idée d'une propagande yougoslave provisoirement à l'arrière-plan et mit en premier-plan les intérêts diplomatiques particuliers et la politique de presse du grand-serbisme. Gesztesi décrit ensuite la naissance du « Comité yougoslave », dirigé par le Dr Anté Troumbitch, dont il dit qu'il devint « le Masaryk des Yougoslaves ». Par sa connaissance du labyrinthe des problèmes yougoslaves et sa capacité de travail éprouvée, Troumbitch — déclare Gesztesi — est fait pour être chef, mais, lui manquant l'esprit moderne d'un Masaryk et sa capacité d'adaptation dans l'activité diplomatique. Gesztesi expose ensuite que Troumbitch eut tôt fait de réunir toutes les activités yougoslaves, tous les îlots du yougoslavisme, dispersés par le monde, dans son Comité de Londres, où il créa dès 1915, deux organes de presse officiels : « The Southern Slav Bulletin » (London), et le « Bulletin yougoslave » (Paris). C'est Troumbitch qui avait la haute main sur ces feuilles, dans la rédaction desquelles il se faisait assister de Milan Marjanovitch et de Srgjan Tucich. Troumbitch considérait l'action de la presse comme le point important, mais il ne négligeait pas pour cela les autres formes de la propagande. « Il fit entrer avec beaucoup de force dans l'opinion publique des Etats de l'Entente des notions sur la nature du yougoslavisme, sur les événements de son passé, sur ses espérances. Pour favoriser sa propagande, il fonda bientôt à Londres et à Paris des bibliothèques yougoslaves (The Southern Slav Library et la Bibliothèque yougoslave) qui rendirent accessibles au public anglais et français, sous une forme aisée et agréable, le programme, l'histoire, la civilisation, les plans et l'esprit du yougoslavisme. Mais l'organe le plus puissant et le plus influent de cette politique de presse élastique et subtile, ce fut la publication hebdomadaire « La Serbie », publiée à Genève par le Dr Lazare Markovitch, ancien professeur à l'Université de Belgrade, qui réunissait autour d'elle l'état-major de cette guerre de plume et en devint le quartier général dangereux. Genève et Londres, « La Serbie » et le « Bulletin yougoslave », devinrent les deux centres de la politique de presse yougoslave. »

Gesztesi montre ensuite à quel point l'opinion publique anglaise se désintéressait du problème serbe avant la guerre

et pense que ce fut seulement l'entrée de la Bulgarie en guerre qui éveilla l'attention des Anglais et leur prouva que la restauration de la Serbie ne suffirait pas à elle seule à contenir la poussée vers l'est, qui avait trouvé un nouveau point d'appui solide en Bulgarie et dans les fantaisies touraniennes, et à barrer la route Berlin-Bagdad. C'est alors que l'Entente introduisit dans son programme officiel, au lieu des « small nations », le « principe of nationality », qui devait permettre à la Yougoslavie, c'est-à-dire à l'Etat à créer sur les territoires des Slovènes, des Croates et des Serbes, de se constituer. Personne, selon Gesztesi, n'a formulé l'idée yougoslave plus nettement que le prince héritier Alexandre, dans le discours de salutation qu'il adressa en son temps à la députation qui comprenait l'évêque de Canterbury, Lord Mayor et d'autres dignitaires anglais. Le regent serbe déclara entre autres choses dans ce discours que le but des Yougoslaves était de réunir tous les Serbes, les Croates et les Slovènes en une seule patrie, car ils forment un peuple qui possède les mêmes traditions, la même langue, les mêmes aspirations et que seul un sort malheureux a anciennement déchiré. Gesztesi expose ensuite le contenu de l'ouvrage connu de Scotus Viator (Seton Watson) qui préconise également « un grand Etat yougoslave s'étendant jusqu'à la côte orientale de l'Adriatique » et dans le nord duquel « le croatisme libéré des Magyars » habiterait. L'exécution de ce projet ne satisfait pas seulement, selon Seton Watson, aux exigences de la justice, mais fournirait encore une garantie précieuse de la paix mondiale dans l'avenir. Gesztesi croit au contraire que l'Angleterre ne soutiendrait ce projet qu'aussi longtemps qu'elle croirait à « la fiction de l'idée pangermaniste d'expansion de Hambourg à Bagdad » et qu'elle l'abandonnerait le jour où elle s'apercevrait de l'erreur de son attitude à cet égard. L'accroissement surprenant des sympathies anglaises pour la cause yougoslave laisse toutefois pressentir qu'il y a encore quelque autre arrière-pensée. Peut-être l'Angleterre veut-elle se créer une nouvelle « avance garde », un Gibraltar yougoslave ? C'est possible. L'Angleterre soutient aussi la cause yougoslave au point de vue social. Mais elle ne travaille pas pour rien. Elle cherche là un avantage. Si les autres suppositions ne sont pas fondées, c'est qu'alors il s'agit précisément pour l'Angleterre de faire de la « Yougoslavie un Etat-tampon », comme on a pu le lire dans la revue « The New Europe ». C'est Steed qui a eu le premier cette idée ; il écrivait que la création de cet Etat national ne signifierait pas seulement l'établissement d'un bastion solide contre l'avance allemande dans la direction de Bagdad, mais encore un affaiblissement du militarisme allemand, attendu que la libération des Slaves de la Monarchie priverait les Prussiens d'un champ d'exploitation.

Gesztesi passe enfin à l'attitude proprement hongroise envers la propagande yougoslave et dit que, s'il s'agit d'un démembrement de la Monarchie, c'est au fond la Hongrie qui est visée en premier lieu. C'est particulièrement contre le magyarisme que les attaques les plus fortes, accusations et menaces, sont dirigées, et cela de la part de la propagande yougoslave plus encore que de la part de la propagande tchèque. Gesztesi cite des articles de « La Serbie » et d'autres feuilles où il est question des « brutalités » des Magyars à l'égard des nationalités et de leur « absolue identification avec le prussianisme ». Il dit que la delenda Austria est devenu le caeterum censeo des Yougoslaves et des Tchèques, mot d'ordre auquel les Roumains se sont également ralliés. On considère la Hongrie et la Monarchie comme un second « homme malade » à expulser hors d'Europe. Contre une telle campagne, il n'est possible de lutter que par une politique de presse également bien organisée.

(Le « Journal de Zagreb » du 11 août).

Les supplications du comte Burian

Le ministre des affaires étrangères, le comte Burian, a prononcé devant les représentants de la presse allemande un discours pacifiste qu'il est superflu de commenter avant de le comparer avec l'attitude de l'Autriche au mois de juillet 1914. A cette époque-là, la Serbie, tout en acceptant presque tous les points d'un ultimatum arrogant et inouï, proposait l'arbitrage pour la solution des questions controversées. L'Autriche refusa. Les grandes puissances demandaient la prolongation du délai pour la réponse serbe, Vienne refusa. Les puissances demandaient alors à causer, Vienne et Berlin refusèrent. L'empereur de Russie conjurait l'empereur allemand de consentir à l'arbitrage, mais Berlin refusa. Et ce fut la guerre, la destruction de dizaines de millions de vies humaines, le ravage et les horreurs sans nom.

Maintenant que l'heure de l'expiation approche et que les terres allemandes et magyares sont menacées de subir le sort de l'occupation, le ministre austro-hongrois fait appel aux sentiments d'humanité et invoque les intérêts suprêmes de la civilisation. Mais c'est précisément pour préserver la civilisation que les Alliés doivent détruire l'édifice millitaire qui a plongé le monde dans le désastre actuel. Les supplications du comte Burian ne peuvent rien contre la logique et le destin. On ne commet pas impunément le plus grand crime possible.

¹ Le fédéralisme de Renner est un fédéralisme qui diffère trop de celui prêché par M. Martin. Les théories fédéralistes de R. se trouvent exposées dans son ouvrage intitulé : Selbstbestimmungsrecht der Nationen mit besonderer Anwendung auf Oesterreich-Ungarn 1918. Il y préconise un système fédéraliste tendant en premier lieu à assurer dans le futur Etat austro-hongrois la prédominance des Allemands d'Autriche. Les bénéficiaires de ce fédéralisme ne seraient donc pas des Slaves, comme le prétend M. Martin, mais bien les Allemands.